

Groupe Métadonnées

Réunion du 1^{er} décembre 2017

Membres présents

Guillaume RYCKELYNCK	Région Grand-Est	Alix MARC	Ville de Montpellier
Benjamin CHARTIER	Neogeo	Valentin BLANTOT	Isogeo
Thierry VILMUS	BRGM	Robert RIVIERE	MTES/.CPII
Julien MEILLON	Ifremer	Pierre VERGEZ	IGN
Maël REBOUX	Rennes Métropole	Marie LAMBOIS	IGN
Marie TOMANOV	Région ARA	Marc LEOBET	MTES/.MIG
Le rédacteur :		Marc LEOBET	

Ordre du jour

- présentation des évolutions entre les Technical guidelines v1 et v2 (Marie Lambois, IGN);
- point sur les travaux européens autour des validateurs de métadonnées (Marie Lambois, IGN);
- quelle stratégie d'évolution pour le stock de métadonnées existantes et celles à venir?
- conformité des données et métadonnées ;

Prochaine réunion : 29 mars 2018, de 10h à 15h

à la Défense, Tour Sequoia, salle de visioconférence R1B
Merci de me fournir vos paramètres de visio (voir ci-dessous)

Terminal connecté au réseau MOREA ou à INTERNET : Renseigner son N° IP*

** Communication POSSIBLE avec des numéros IP publics (réseau INTERNET) ou des numéros IP privés du réseau privé Moréa (réseau informatique privé des ministères MEDDE/MLETR et MAAF). Communication IMPOSSIBLE en dehors des cas précédents.*

Terminal avec un lien RNIS : renseigner son N° RNIS

Renseignements indispensables : - Coordonnées d'un contact technique sur site (nom, mél, tél) + N° de téléphone dans la salle

En début de réunion, plusieurs participants regrettent qu'il n'y ait pas eu de réunion depuis plusieurs années. Il est convenu que d'autres réunions seront programmées sans attendre la mise en place effective du validateur européen. La prochaine réunion aura lieu en mars.

Marc Leobet rappelle l'enjeu principal de la journée qui est de définir une stratégie d'adaptation de l'écosystème français de métadonnées au nouveau contexte lié aux *Technical guidelines v2* et au validateur européen. Voir les questions dans la présentation GT MD 011217.pdf.

Une discussion s'engage sur les métadonnées, les possibilités d'autres solutions qu'ISO 19115, telles que DCAT, et la place de l'information géographique par rapport aux autres domaines (open data en particulier). Marc Leobet rappelle que DCAT n'est pas utilisé au niveau national (même pas par Etalab) ni européen ce qui réduit son intérêt.

La dépendance à Geonetwork est considérée comme une faiblesse tant en termes de complexité qu'en termes de la faiblesse de communauté de développeurs qui sont :

- une communauté de développeurs plutôt restreintes
- des évolutions de la solution qui répondent le plus souvent à des besoins d'administration de catalogues et non à des besoins des utilisateurs lambda des catalogues.

En 2018, on va passer de 72 000 métadonnées à 140 000, grâce à la diffusion DGFIP des données parcelles et bâtiment par communes

Par ailleurs, les négociations sont en cours avec la Commission européenne pour qu'INSPIRE évolue vers une rationalisation des indicateurs nationaux :

- 1) Nombre de métadonnées
- 2) Taux de données téléchargeables
- 3) Taux de conformité des données

TECHNICAL GUIDELINES V2

Marie Lambois présente ensuite les principaux éléments à retenir dans ces TG V2. Les différents échanges sont notés ci-dessous à leur suite :

- meilleure clarification entre ce qui est réglementaire et ce qui est une recommandation ;
- ajout d'éléments d'interopérabilité pour les données (issus du règlement d'interopérabilité n°1089-2010) en partie déjà dans le guide du CNIG en vigueur ;
- ajout des métadonnées des services d'objets géographiques (SDS, par exemple les services d'appel de services) ;

Commentaires : discussion sur l'intérêt des métadonnées de service dans une situation où les métropoles déploient de très nombreux services. **Le futur guide français devra bien préciser et justifier leur intérêt.**

- changement de la balise xml dans les conditions d'accès et ajouts d'ancres (Anchor) qui permettent par exemple de contourner les problèmes de langage ;

Commentaires : ces champs sont toujours pénibles à saisir, illisible par un humain, mais ils deviendraient lisibles par une machine.

- conservation de la séparation entre les conditions d'accès et celles de réutilisation ;

- reprise des recommandations du CNIG sur les URI ;

- sur les conformités, l'Anchor est seulement recommandée. Il est recommandé une URI résolvable seulement vers le registre du JRC. Les registres français restent à construire.

- elles ne prennent pas en compte la révision de l'ISO 19115-2013, notamment en raison de l'absence de logiciel de catalogage et, à l'époque de la rédaction des TG V2, des schémas.

VALIDATEURS EUROPÉENS

Marie Lambois présente les éléments principaux du validateur européen :

- il teste les obligations et les recommandations séparément ;

- il fournit un taux de conformité par famille puis un taux synthétique à la fin ;

- il est actuellement limité à 4 tests simultanés ;

- il ne travaille pour le moment que pour les TG V1 ;

- le calendrier de passage en V2 n'est pas fixé faute d'avoir bouclé son financement ;

- le validateur de métadonnées remplacera celui du Géocatalogue.

Principales conclusions des échanges :

- il n'y a pas lieu de faire de différence de gestion entre le flux (nouvelles métadonnées) et le stock. La gestion d'un catalogue impose que toutes les métadonnées soient dans une seule version.

- La coordination des différents acteurs (éditeurs, plateformes régionales et nationales) pour le passage entre le système actuel et le futur est un point crucial. Il faudra définir à un moment une date de bascule. Il y a un risque de problèmes d'interopérabilité entre les moisonnages des v1 et des v2 (par exemple la reconnaissance des Anchors dans l'affichage des métadonnées).

- Le stock ne pourra pas être traité tant que le flux n'est pas possible depuis Geonetwork. Comment le faire évoluer? Des Etats membres, dont la France, sont actifs mais non coordonnés. Pour la France et les conditions d'accès et d'utilisation, l'Etat doit développer un script français.

- La mise en place d'un convertisseur TG v1 vers TG v2 au niveau du Géocatalogue national des flux moissonnés permettrait de se laisser plus de temps pour rendre effective la transition au niveau des plateformes locales.

- le validateur pourrait rester installé au JRC pour les métadonnées et les services. En toute logique, des tests spécifiques devraient être menés si le guide français propose des mesures spécifiques. En raison de l'emploi massif des géostandards du CNIG et de la COVADIS, la conformité des données devrait être testée par un validateur national.

- Il faudra inviter François-Xavier Prunayre, très impliqué dans le développement de Geonetwork, lors d'une prochaine réunion.

CONFORMITÉ DES DONNÉES ET MÉTADONNÉES

Marc Leobet rappelle que, par construction, les données conformes à un géostandard sont conformes au règlement européen n°1089-2010 sur l'interopérabilité. Ainsi, si les données sont validées par le Géoportail de l'urbanisme, elles sont réputées être conformes à INSPIRE ce qui est peu souvent noté dans les métadonnées. Plusieurs plateformes implémentent la référence à un géostandard dans un champ non conforme (type de ressources, par exemple). Cela conduit à ce que le taux de conformité soit environ au dixième de ce qu'il est légalement.

Que pourrait-on faire pour corriger ce biais ?

Principales conclusions des échanges :

- L'origine de ce manque de référence est-elle un manque d'information ou un manque de confiance des producteurs en leur propre conformité ? Par ailleurs, pourrait-on modifier les métadonnées d'un producteur sans le lui référer ?
- Mettre en évidence les défauts de conformité aiderait à la prise de conscience de l'évolution à produire.